

**N° 815**  
1ère quinzaine  
Janvier 2018

# Midi FO

Organe officiel de l'Union Départementale des Syndicats Force Ouvrière des Bouches-du-Rhône

[www.force-ouvriere13.org](http://www.force-ouvriere13.org)

**L'UD FO 13  
VOUS PRÉSENTE  
SES MEILLEURS VOEUX**

**2018 : POUR REGAGNER  
NOS DROITS ET TOUTES  
NOS LIBERTÉS !**



**PAGE 2****ÉDITO FRANCK BERGAMINI****PAGE 3****SOUTIEN AUX SALARIÉS GEMALTO & À LEUR SYNDICAT FO****PAGE 4****L'AP-HM EN DANGER****PAGE 5****SOUTIEN AUX PERSONNELS AP-HM - CONFÉRENCE DE PRESSE****PAGES 6 & 7****GRÈVE SALARIÉS DU RSI + COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN****COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN DE L'UD****AUX SALARIÉS DE GÉMALTO ET À  
LEUR SYNDICAT FO**

Le Bureau de l'Union Départementale FO 13, réuni le 15 décembre 2017, vous apporte tout son soutien au nom de l'ensemble des syndicats FO du département dans le combat qui est le vôtre depuis plusieurs semaines.

Ce combat est plus que légitime pour faire entendre vos revendications contre le démantèlement de votre site, pour des raisons purement spéculatives répondant aux seuls intérêts des actionnaires en bafouant totalement vos droits et le maintien de tous les emplois.

L'UD FO 13, à l'instar de la Fédération FO de la Métallurgie, est totalement partie prenante de votre mobilisation.

Marseille, 18 décembre 2017



## « 2018 : Une année de combats syndicaux en perspective »

Cher(e)s Camarades,

1948-2018 : 70 ans ! C'est après un accouchement dans la douleur, mais ayant cependant permis de couper définitivement le cordon avec une CGT quelque trop inféodée au Parti Communiste, que la Confédération cgt-FORCE OUVRIÈRE voyait le jour le 12 avril 1948.

Un seul mot d'ordre déjà : l'indépendance syndicale.

Cette indépendance que nous portons et revendiquons chaque jour pour que, jamais, mes camarades, FORCE OUVRIÈRE ne vienne à perdre ce qui lui est le plus précieux : sa, votre, notre liberté !

C'est cette même année de 1948 qui verra naître notre Union Départementale ; combattants et combattifs de la première heure nous voilà donc encore debout et fiers après 70 ans de luttes, de résistance et, surtout, de défense des droits et des acquis de ce que notre pays compte de plus cher : ses salariés !

Nous célébrerons donc, tous ensemble, ces noces de platine de l'indépendance et de la liberté qui nous ont permis de voir le jour, d'avancer et d'être toujours là où le salarié en a besoin. Le platine, ce métal noble résistant à la corrosion, quoi de plus vrai pour FORCE OUVRIÈRE ! Le temps passe mais ne nous affaiblit en rien, les militants construisent, enrichissent et font de notre organisation ce qu'elle est aujourd'hui.

Cette indépendance, nous n'avons pu qu'en faire la preuve en 2017 : aucune consigne de vote (et nous étions bien les seuls), un bras de fer tendu pour résister tant bien que mal au tsunami écrasant notre Code du travail, des cortèges toujours fournis pour défendre la Fonction Publique... Cette Fonction Publique qui, entre autres, à travers le monde hospitalier étouffé est en passe de devenir un danger pour les citoyens alors qu'elle est l'essence même de notre solidarité ! Ainsi donc nous avons résisté et continuerons à le faire !

Cette année verra également venir le renouvellement pour nous, pour nos instances, avec le Congrès de l'UD qui se tiendra le 22 mars 2018. Une page se tournera, et bien que l'avenir soit incertain et sans doute jonché d'obstacles, nous l'écrirons ensemble, cette nouvelle page, car c'est ensemble que nous avancerons.

Je vous souhaite, mes Camarades, une belle année 2018 ! Qu'elle vous apporte ce que vous souhaitez et soit pour nous tous synonyme de réussite dans nos légitimes combats syndicaux !

Avec toute ma fraternité syndicaliste.

À l'APHM la situation financière est dramatique avec plus de 1,23 milliard d'euros de déficit. Pour pallier à ce déficit nous avons 48 emprunts répartis auprès de 9 groupes bancaires. Malheureusement pour nous, ces emprunts toxiques sont à hauts risques et indexés sur le franc suisse !

Pour vous donner un exemple nous avons des taux à 23% qui prendront fin en 2036. Alors quelles solutions avons-nous pour sortir de la crise ? Avoir une meilleure attractivité.

Certes l'APHM est un hôpital d'excellence avec une technologie de pointe dans le domaine de la recherche et dans le domaine médical.

Les opérations sont innovantes, il y a des spécialistes de haute technicité, des médecins qui sont souvent des leaders nationaux et internationaux,... mais ce qui plombe la structure c'est la vétusté de ses bâtiments qui freine le développement de l'attractivité. Bâtiments de grande hauteur qui ne sont plus aux normes incendies, des difficultés de circulation au sein des bâtiments, des ascenseurs continuellement en panne, des chambres doubles sans sanitaires adaptés, absence de coffre, deux douches par unités.

Vous avez bien compris que pour être attractif il va falloir remodeler nos bâtiments. Vaste et ambitieux projet immobilier car cela va toucher les 4 sites hospitaliers en même temps et passer par de nouveaux emprunts accompagnés par l'aval de la communauté médicale.

Les 4 hôpitaux seront déposés de la même façon: RDC avec bureau des entrées, consultations et PC médical ; 1er étage avec hôpital de jour ; puis hospitalisation.

Grâce à cette restructuration nous avons des aides de l'état : COPERMO. Cette rénovation ne va pas sauver l'AP-HM, il va falloir faire des économies, alors comment faire...

Le 3ème CHU de France n'a plus les moyens de fonctionner, les fournisseurs ne sont plus payés et refusent de nous livrer.

Plus grave, dans certains services (exemple : en endocrinobariatrique) le médecin fait des ordonnances pour du sirop pour la toux sans sucre (non délivré à l'hôpital) il appelle la pharmacie du coin pour qu'elle nous délivre le traitement moyennant carte sécurité sociale et mutuelle ainsi qu'une participation de 3 euros du patient, on croit rêver mais hélas c'est la réalité.

Alors l'économie au dire de la direction passe par le personnel, le plus gros budget : non remplacement des départs à la retraite, démission, lutte contre l'absentéisme (plus de 20%), les contrôles sont faits par des médecins de ville (coût de la consultation 38.00 euros) le médecin téléphone la veille pour prévenir de sa visite,... où est l'économie ?

La direction ne s'attaque pas aux causes.

Quand dans un service il y a des personnes en maladie, le personnel présent est harcelé de coup de téléphone pour changer de vacation, menacé de faute professionnelle, d'abandon de poste, de jours sans solde...

Quand on leur parle comme à des chiens, on leur hurle dessus, aboie des ordres, fatigués épuisés par leur charge de travail, moralement atteint car ils se sentent impuissants, incompris, dépressif de ne pas avoir accompli leur mission, presque en burn-out, au bord du suicide alors il ne leur reste qu'un seul recours : c'est s'arrêter.

Dans certains services, la nuit, l'infirmière est seule pour 28 lits ! Où est la sécurité ? Comment faire des soins de qualité dans ces conditions ? Où est le relationnel ? Que fait la direction ?

Elle décide de faire des économies :

- Hôpital de la Conception : suppression de 80 postes
- Hôpital de la Timone : suppression de 40 postes

Elle refuse de payer des heures supplémentaires, contrôle des agents, stoppe la durée des accidents de travail, les met en réforme inaptitude à la fonction, disponibilité. Comment soigner les patients sans personnel même dans des bâtiments ultras modernes et attractifs ?

Notre combat est d'améliorer nos conditions de travail, redonner le sourire et l'envie aux personnels, leur motivation... Notre personnel est triste, un simple « bonjour » ne sort plus de leur bouche car tous les jours sont devenus un combat pour eux.

L'AP-HM est le 1er employeur de la région PACA. Nous soignons des gens de toute la région. Voilà ce triste bilan, mais n'oublions pas que demain c'est nous qui serons dans ces lits. Voilà le combat du syndicat FO à l'aube de nos élections professionnelles.

**Audrey JOLIBOIS**  
**Secrétaire Syndicat FO AP-HM**

## AUX PERSONNELS DE L'AP-HM ET À LEUR SYNDICAT FO

Le Bureau de l'Union Départementale FO 13, réuni le 15 décembre 2017, vous apporte tout son soutien au nom de l'ensemble des syndicats FO du département dans le combat qui est le vôtre depuis plusieurs mois.

Alors que votre établissement, comme tous les hôpitaux du département, est en situation financière intenable ; le Gouvernement veut vous imposer, en déni de toute forme de démocratie entre 800 et 1000 suppressions de postes supplémentaires. Comme déjà dit publiquement par Audrey JOLIBOIS, Secrétaire Générale du syndicat FO : « on est déjà à l'os », veut-on fermer l'AP-HM ?

Par une telle décision, le Gouvernement, seul, porte la responsabilité de cette situation qui met en danger les personnels et les patients.

L'UD FO 13 est totalement à vos côtés dans l'appel que vous lancez à la population pour créer, par tous les moyens, les conditions devant conduire à faire reculer ce gouvernement et, donc, annuler le Contrat de Retour à l'Équilibre Financier, préserver tous les lits, services, postes et statuts.

Marseille, 18 décembre 2017

## FO NE VEUT PAS COMPTER LES MORTS

### CONFÉRENCE DE PRESSE DU 9 JANVIER 2018

La situation des Hôpitaux de Marseille, fleurons du système hospitalier sur un plan local et national est, non seulement, dramatique mais également dangereuse pour les personnels et pour tous les patients.

Les contre réformes BACHELOT, TOURAINE et, aujourd'hui, le plan BUZYN, constituent une offensive jamais égalée de destruction massive de l'Hôpital Public. Le Groupement Hospitalier de Territoire 13 n'est ni plus ni moins qu'une mutualisation de moyens, une fusion de services et d'établissements et une réduction sans précédent de l'offre de soins par la suppression de centaines de lits d'hospitalisation, une montée en charge de l'ambulatoire et des milliers de suppressions de postes et d'emplois hospitaliers qualifiés.

La situation de l'AP-HM, tout comme celle de tous les hôpitaux du département et de tout le territoire national, est la conséquence de la mise en œuvre de la tarification à l'activité à laquelle viennent aujourd'hui s'ajouter, dans la cadre du plan BUZYN, 3,5 milliards d'euros d'économies supplémentaires, conduisant inexorablement à la fuite des praticiens hospitaliers vers le privé,

à des situations de non prise en charge des patients et, ainsi, à une entrave au libre accès aux soins pour tous.

L'ensemble des syndicats FO de tous les hôpitaux du département ne sont pas dupes et ne tomberont pas dans le piège qui viserait à les mettre en concurrence les uns avec les autres. L'UD FO 13 considère que cette question touche l'ensemble de la population et mettra toutes ses forces pour aider et soutenir tous ses syndicats dans la défense de l'Hôpital Public, le statut des personnel, l'égalité en droit au libre accès aux soins pour tous.

Plus que jamais, il y urgence à ce que soient annulés tous les Contrats de Retour à l'Équilibre Financier et toutes les dettes des hôpitaux car la Santé passe avant tout et n'a pas de prix ! Nous n'accepterons jamais de supporter une politique qui nous conduirait à compter les morts !



**Vos déléguées syndicales FO et CGT reçues en Préfecture suite à la mobilisation du 19 décembre**

À l'appel des syndicats FO et CGT, les salariés du RSI se sont mobilisés le 19 décembre 2017 dans toutes les Caisses régionales.

En Provence Alpes, c'est devant la Préfecture que nous sommes allés manifester pour faire entendre (encore et encore) la voix des salariés du RSI qui sont en droit d'exiger des garanties sérieuses et surtout écrites pour leurs emplois dans le cadre de l'adossement au Régime Général.

Suite à cette manifestation, nous, déléguées syndicales FO et CGT, accompagnées d'une délégation de représentants du personnel de la Caisse et de membres de nos Unions Départementales, avons été reçues par le Directeur de Cabinet du Préfet des Bouches-du-Rhône le 20 décembre 2017 à 14h30.

Durant cet entretien, nous avons exprimé DE NOUVEAU toutes les revendications que nos organisations syndicales au National ne cessent de marteler depuis le mois de juin 2017, suite à l'annonce de la suppression du RSI au 1er janvier 2018.

Nous avons insisté sur l'inquiétude et le malaise des salariés n'ayant - à quelques jours de cette date de fin programmée - aucune visibilité sur leur avenir professionnel, mais également sur les restructurations au Régime Général qui ne laissent rien augurer de bon quant à l'intégration des personnels du RSI, en ajoutant à cela les questions que se posent déjà les ressortissants à quelques jours de la suppression de leurs Caisses RSI et les situations d'incivilité qui peuvent en découler parfois dans les accueils physiques et téléphoniques... et cela n'est pas fini...

Par ailleurs, nous avons rappelé qu'aucune réelle négociation n'a été entamée à ce jour entre le Gouvernement et les organisations syndicales représentatives du RSI, et ce, malgré plusieurs courriers adressés à la Ministre.

Les salariés du RSI que nous sommes refusent d'être traités comme une quantité négligeable et avec autant de mépris après tant d'années de bons et loyaux services, sans aucune mesure salariale digne de ce nom, travaillant d'arrache-pied avec des outils défectueux, et traînés dans la boue par des médias et des politiques qui en ont fait « la bête à abattre » !

C'est bien le Gouvernement qui a fixé la date de la suppression du RSI au 1er janvier 2018 ?

Nous avons donc en toute cohérence, exigé une réponse avant le 31 décembre 2017 de la part de la Ministre Madame BUZYN sur les garanties attendues par le Personnel du RSI, garanties que nous réclamons depuis des mois et qui ne figurent pas au Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) !!!

Le Directeur de Cabinet du Préfet s'est engagé à transmettre de toute urgence cette requête au Ministère (dans la mesure où nos revendications sont claires et ont été maintes fois communiquées par nos organisations syndicales, à présent c'est du concret que nous attendons).

Pour conclure, les organisations syndicales présentes ont acté qu'une absence de réponse au 31 décembre 2017 sera alors assimilée à un refus de communiquer de la part du Ministère et elles prendront alors toutes les dispositions nécessaires en appelant à de nouvelles mobilisations.

Si la volonté de ce Gouvernement est de diviser, décourager et pratiquer la technique du «pourrissement», montrons lui que nous, salariés du Régime Social des Indépendants, nous resterons unis, mobilisés et prêts à défendre nos droits avec l'aide de nos syndicats !

# **AUX PERSONNELS DU RSI PROVENCE-ALPES ET À LEUR SYNDICAT FO**

Le Bureau de l'Union Départementale FO 13, réuni le 15 décembre 2017, vous apporte tout son soutien au nom de l'ensemble des syndicats FO du département dans le combat qui est le vôtre depuis plusieurs mois pour faire entendre vos légitimes revendications.

Nous sommes parfaitement conscients de la volonté du Gouvernement à s'attaquer à tous les droits et acquis des salariés de ce pays, parmi lesquels vos droits, vos acquis et votre contrat de travail.

Marseille, 18 décembre 2017

